

## Les États africains et le Pouvoir blanc en Afrique

Franz Ansprenger

Volume 1, Number 4, 1970

L'Afrique noire : nouveau partenaire international

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700057ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700057ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

### ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Ansprenger, F. (1970). Les États africains et le Pouvoir blanc en Afrique. *Études internationales*, 1(4), 17–34. <https://doi.org/10.7202/700057ar>

## LES ÉTATS AFRICAINS ET LE POUVOIR BLANC EN AFRIQUE

Dans le système politique international de 1970, les États européens n'occupent plus, et l'Europe n'occupe pas (encore ?) une position de premier plan. Le « concert » des puissances européennes, maîtres de la politique mondiale, fut disloqué en 1914. Après une deuxième guerre civile de l'Europe, les contradictions significatives de la politique mondiale étaient devenues tout autres : à la conférence fondatrice de l'ONU en 1945, à San Francisco, on constatait, d'une part, une contradiction déjà apparente entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique (deux États « marginaux » de l'ancien système international dans sa dernière phase après 1912), d'autre part, une contradiction moins dure, mais nettement visible, entre les Grandes Puissances (cinq en théorie, deux en réalité) et la multitude de moyens et petits États qui craignaient de voir leur indépendance compromise.

Dans les années de la guerre froide, le conflit entre les deux Grands occupait tellement le devant de la scène qu'on avait

tendance d'oublier la continuité de l'autre contradiction. Depuis 1960 environ, la décolonisation a changé la composition de l'Assemblée générale des Nations-Unies. La contradiction entre les Grands et les Petits faisait surface de nouveau. Elle prenait la forme spéciale d'un conflit Nord-Sud, conflit entre les nations riches et les « damnés de la terre » de Frantz Fanon. Naturellement, les deux puissances antagonistes de la guerre froide, c'est-à-dire du conflit Est-Ouest, ne forment pas toutes seules le camp « nordiste » du conflit Nord-Sud. Ils y retrouvent leurs alliés de la guerre froide. Aux côtés des États-Unis, nous voyons les nations de l'Europe occidentale (y compris le Portugal), les États de l'« *Old Commonwealth* », le Japon (seule nation « de couleur » comme on disait autrefois) dans le camp nordiste, et l'Afrique du Sud.

Aux côtés de l'Union soviétique, en analogie, nous trouvons les nations de l'Europe de l'Est. Il nous donne à réfléchir que les alliances durables de la guerre froide, à peu d'exceptions près, se situaient dans le futur camp « nordiste ». La stratégie américaine par excellence pendant la guerre froide, le *Containment*,

Franz ANSPRENGER est professeur à l'Université de Berlin-Ouest.

n'était couronnée de succès qu'en Europe. Dans le « monde pauvre », aussi bien parmi des États arabes que dans le Sud-Est asiatique, les blocs militaires chers au ministre Foster Dulles prenaient vite des formes caricaturales. De même, l'alliance entre l'U.R.S.S. avec la République populaire de Chine se transformait en conflit, dans peu de temps. Les relations apparemment amicales de l'U.R.S.S. avec la République arabe unie, avec l'Algérie, même avec Cuba, souffrent un peu d'un malaise qui nous fait penser aux problèmes des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine.

L'établissement d'une politique cohérente de coopération, entre États du Nord et du Sud, paraît être compliqué et difficile, malgré la conclusion des nombreux accords dits de coopération. Il est évident que nous devons chercher les raisons profondes de cette tension politique dans la permanence d'une dépendance économique et sociale des nations du Sud vis-à-vis du camp nordiste. Les conséquences militaires et politiques de cette dépendance sont inévitables, de telle façon que beaucoup d'États sudistes, africains surtout, risquent continuellement un retour de la domination européenne pure et simple. Je crois qu'il existe aujourd'hui un véritable danger de recolonisation là où les mécanismes néo-coloniaux ne garantissent plus un contrôle indirect du développement africain à partir des anciennes métropoles.

Pendant la guerre froide, un certain nombre d'hommes politiques sudistes choisissaient une politique internationale d'équilibre, de « non alignement », voire du petit chantage pour jouer l'Est contre l'Ouest et pour ainsi conjurer le danger de recolonisation. Cette politique était portée par des illusions. En réalité, ni les Américains, ni les Soviétiques n'étaient préparés à « chanter » pour faire plaisir à un président africain. Entre-temps, la

guerre froide touche à sa fin. Les nations du Sud se voient de plus en plus clairement en face de quelque chose qui ressemble à un bloc des gouvernements des États riches, tenu en main par compromis et par des débuts de collaboration active de Moscou et de Washington. Capitalistes et communistes semblent disposés à construire ensemble un barrage contre les revendications du « monde pauvre ». Encore du *containment*, mais dans un nouveau sens...

S'agit-il vraiment d'un bloc nordiste? Existe-t-il, une véritable solidarité politique entre les États du Nord? Les hommes d'État africains qui se trouvent en conflit ouvert avec deux États appartenant au « monde riche » — le Portugal et la République sud-africaine — ont quelques raisons de nourrir ce soupçon. Ils refusent (encore?) d'imiter les gestes dramatiques des dirigeants communistes chinois qui dénoncent volontiers Américains et Soviétiques comme complices dans un complot contre les forces progressives de l'humanité. Mais la réaction de quelques hommes politiques africains contre certaines initiatives diplomatiques des dernières années, surtout quand les États-Unis et l'Union soviétique agissaient de concert, n'est pas fondamentalement différente.

En ce qui concerne la solidarité entre le Pouvoir blanc en Afrique australe et les États de l'OTAN, on peut remplir une bibliothèque avec les textes africains d'accusation. Les résolutions de la Conférence au sommet de l'OUA, et de la Conférence des États non alignés de Lusaka de 1970, en sont l'exemple le plus récent.

Cependant, dans leur conflit avec ce Pouvoir blanc en Afrique, les États indépendants africains ont besoin du Nord, surtout de leurs relations avec l'Europe occidentale. Ils veulent atteindre Prétoria, ils se voient renvoyés encore et encore à

Londres ou Paris ou à Bonn (dans l'affaire de Cabora Bassa, par exemple).

Cet état de choses, en apparence paradoxale, peut s'expliquer. Le système politique international contemporain n'est pas seulement caractérisé par la démission de l'Europe que nous venons de constater. Son deuxième trait caractéristique est que ce système s'est développé à partir du « concert européen » par un processus d'agglutination de nouvelles unités. Le système original (européen) a été disloqué, mais il n'a jamais été détruit complètement. L'Europe ne représente plus le centre de gravité du système politique international, mais il reste sa cellule d'origine, une cellule active, et cet état de fait comporte certaines conséquences pour la conduite des cellules plus jeunes.

Surtout, les nouvelles unités du système international, aussi bien les États que les agglomérations d'États, et les mouvements politiques au-dessous de l'échelon de souveraineté, continuent à observer des règles définies pour la première fois en Europe et dont les Européens restent un peu les premiers interprètes. Cela est vrai pour les unités qui constituent le Pouvoir blanc en Afrique australe, et pour les États africains indépendants.

La politique du Pouvoir blanc et la politique des États africains sont naturellement basées sur des valeurs contradictoires qui paraissent incompatibles : le principe de la souveraineté d'un État et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État, d'un côté, et le principe de l'autodétermination ou du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'autre. Mais la contradiction de ces deux valeurs n'est pas absolue ; il s'agit plutôt de deux pôles d'attraction. Les deux valeurs avaient été définies presque au même moment historique et dans le même contexte géographique — toujours l'Europe des temps modernes. Les deux

valeurs prennent leur origine dans une source commune, c'est-à-dire dans la « contestation » autonomiste de l'homme européen moderne qui se dresse contre l'ordre établi dans la Chrétienté du Moyen Âge. Cette origine identique des valeurs apparemment incompatibles auxquelles se réclament le Pouvoir blanc en Afrique australe et les États africains indépendants, donne d'ailleurs une base concrète à l'espoir de trouver un jour la solution du conflit qui oppose les deux camps. Une base fragile, il faut le reconnaître : l'Europe est passée à travers deux guerres mondiales et à travers les régimes les plus abominables sans pour autant trouver une formule opérationnelle de réconciliation de ses deux valeurs politiques autonomistes.

### Les données du conflit

Comment les États africains ont-ils réagi à l'égard du Pouvoir blanc ? Depuis 1962 ou 1963, il devenait de plus en plus clair pour tout observateur que le continent africain se partageait en deux sphères politiques distinctes :

— La sphère des États indépendants décolonisés dont les gouvernements cherchent à consolider les populations en nations homogènes. Cette politique du *nation-building* suit les traces d'une politique européenne qui a réussi à consolider par exemple, une nation française du XV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, une nation italienne et allemande au XIX<sup>e</sup>, une nation yougoslave au XX<sup>e</sup> siècle. En même temps, les gouvernements de ces États africains poursuivent une politique de développement économique qui cherche à combiner la croissance avec le *self-reliance* et l'« indépendance réelle » de l'État national ; encore une fois l'analogie avec une certaine politique européenne du passé, cette

fois la politique mercantiliste, ne peut pas nous échapper.

— La sphère des régimes politiques dont le dénominateur commun est le maintien d'une suprématie blanche héritée de l'époque coloniale. Dans leur superstructure idéologique, le régime portugais peut se réclamer de l'assimilation, le régime rhodésien du *partnership* des races, le régime sud-africain du « développement séparé ». Le contenu politique reste le même. Partout dans l'Afrique australe (et en Guinée-Bissau qui constitue un avant-poste isolé) les races sont en effet séparées dans un ordre qui se veut qualitatif. La minorité « civilisée » qui, par hasard, est toujours de peau blanche détient les postes de commande. Pour cette politique aussi il y a des exemples historiques en Europe, le plus récent et le plus anti-humain étant le régime d'occupation allemand national-socialiste en Europe de l'Est. Heureusement ce système fut détruit par la défaite militaire avant de connaître un fonctionnement parfait. En Afrique australe, un système comparable est aujourd'hui installé solidement. Il a sa base économique en partie dans la continuation des relations commerciales coloniales avec l'Europe et l'Amérique du Nord, l'or sud-africain restant un pilier du système monétaire occidental ; mais lui aussi aspire à la *self-reliance* : aussi rapidement que possible, les dirigeants sud-africains construisent un bloc économique autonome, industrialisé, qui sera probablement organisé dans un Marché commun véritable.

Ce serait une erreur de croire que le Réduit blanc en Afrique australe serait l'œuvre des métropoles coloniales qui s'accrocheraient à certaines richesses minérales dans l'idée que ces matières premières sont indispensables au maintien de leur système socio-économique capitaliste. À l'époque de la sécession katangaise

de 1960, nous avons entendu plusieurs fois cette réflexion : les colonisateurs jetent du lest, ils liquident les affaires déficitaires comme les arachides du Sénégal, le cacao du Ghana, le sisal du Tanganyika ; mais vous allez voir — il en sera autre chose pour les diamants, le manganèse et le cuivre, et surtout pour l'or sud-africain !

Une telle stratégie des États européens aurait dû tracer la ligne de partage du continent africain au Nord du Katanga. Mais le Katanga de Moïse Tshombé n'a pas été défendu par les gouvernements nordistes. Au contraire, le Katanga et la Zambie ont pu s'intégrer dans l'Afrique indépendante. Pour les intérêts métropolitains, les mécanismes néo-coloniaux semblent assurer une situation satisfaisante.

La ligne de partage actuelle reflète plutôt l'intérêt des minorités blanches d'Afrique du Sud et de la Rhodésie à se protéger contre l'Afrique indépendante. Le Nord du Mozambique et les parties de l'Angola où on trouve peu de colons portugais constituent une sorte de bastion avancé, tenu grâce à la présence de « mercenaires » portugais, nous voulons dire des soldats portugais du contingent. Pour l'Afrique australe, ils sont des mercenaires seulement dans le sens qu'ils ne sont pas du pays ; on n'a pas besoin de les payer — tant mieux !

Au nord comme au sud de cette *Battleline* (pour emprunter le titre du premier livre de M. Waldemar Nielsen<sup>1</sup>, nous nous trouvons en face de systèmes interétatiques organisés. La cohésion de l'Afrique indépendante a reçu sa forme dans l'Organisation pour l'Unité africaine. La cohésion du Pouvoir blanc reste informelle,

<sup>1</sup> Waldemar A. NIELSEN : *African Battleline ; American policy choices in Southern Africa*. New York/Evanston, Harper & Roy 1965, 151pp.

mais elle fonctionne mieux. Le Marché commun de l'Afrique indépendante sera pour longtemps encore un rêve, malgré les délibérations des économistes<sup>2</sup>. Une base essentielle du Marché commun de l'Afrique australe sera bâtie dans les années à venir à Cabora Bassa. Il y a des soldats et des policiers sud-africains en service actif en Rhodésie, peut-être au Mozambique<sup>3</sup>. Où en est la coopération véritable, économique ou militaire, — disons : entre le Maroc, le Nigeria, le Congo-Kinshasa et la Zambie ?

Le degré de cohésion du système de l'Afrique australe est nettement supérieur au système de l'Afrique indépendant. Résultat : la puissance politique de l'Afrique australe est, elle aussi, supérieure à la puissance de ses ennemis. Sur le plan militaire, les experts sont d'accord que les forces sud-africaines n'ont pas un seul rival sérieux sur le continent africain<sup>4</sup>. La conclusion éventuelle d'un armistice entre Israël et les États arabes changera un peu cette situation, mais pas beaucoup.

Partant de la disparité certaine entre

l'Afrique australe et l'Afrique indépendante, partant de l'existence d'un conflit grave entre les deux systèmes (Waldemar Nielsen parle maintenant d'une « *smoldering catastrophe* »<sup>5</sup>, nous posons deux questions :

- 1) Quelle était la *perception* du conflit chez les dirigeants politiques de l'Afrique indépendante ?
- 2) Quelle *stratégie* était adoptée et employée par les gouvernements de l'Afrique indépendante, pour avoir gain de cause dans ce conflit ?

Nous allons essayer ensuite d'évaluer, à titre très provisoire, la justesse de la perception et l'efficacité de la stratégie, pour les différentes étapes qu'a connues le conflit. On peut en distinguer trois, — trois étapes pendant lesquelles une certaine perception du conflit était prépondérante chez les hommes politiques africains. En conséquence, ils accordaient la priorité (relative, jamais absolue) à une certaine stratégie. Il serait trop simple de parler de trois phases chronologiques nettement séparées. Plutôt, on pourrait parler de trois perspectives.

### Première perspective : décolonisation

Dans cette première perspective du conflit qui était prioritaire d'environ 1958

<sup>2</sup> Reginald H. GREEN et Ann SEIDMAN : *Unit or Poverty? The Economics of Pan-Africanism*. Harmondsworth, Penguin 1968, 364pp.

<sup>3</sup> Sur l'étroite coopération des autorités portugaises avec la République Sud-Africaine et la Rhodésie, on trouve une documentation valable dans les rapports du Comité de 24 de l'ONU, par exemple dans le document ONU N° A/7623/Add. 3 du 25. 9. 1969.

<sup>4</sup> Voir J. M. LEE : *African Armies and Civil Order*. Londres, Chatto & Windus 1959, p. 5 ; — *The Military Balance 1969-70*. Londres, Inst. for Strategic Studies 1970, p. 53. — D'après ces deux sources, seul parmi les États africains limitrophes du Réduit blanc, le Congo (K) possède une armée réelle — 35,000 hommes en 1967. Les forces de la Tanzanie (5,000), de la Zambie (3,900) et du Malawi (1,086) seraient négligeables vis-à-vis de la force militaire de la République Sud-Africaine : elle possède une armée de terre permanente de 5,700 hommes, mais peut mobiliser immédiatement 22,300 membres de la *Citizen Force* qui compte en outre 60,000 réservistes.

<sup>5</sup> Dans le chapitre de son nouveau livre intitulé ainsi, il écrit en particulier : « ... Despite all the efforts of quiet bilateral diplomacy, of noisy multilateral diplomacy, of moral suasion and condemnation, and of ostracism and sanctions, the political predicament of the blacks in the Redoubt is today worse than in 1945, not better, and the prospects for violence and a worsening of the situation in the future are greater, not less. Before better approaches can be formulated, some hard questions have to be put about what has gone wrong and why... » W. A. NIELSEN, *The Great Power and Africa*. New York, etc., Praeger 1969, p. 350.

jusqu'en 1963, les responsables politiques de l'Afrique indépendante avaient tendance à considérer ce conflit comme un prolongement géographique de leur propre lutte anti-coloniale. Au terme de cette lutte, il y avait partout la « décolonisation ». Comme l'indépendance du Ghana en 1957 accélérât la décolonisation du Nigeria, l'indépendance du Tanganyika en 1961, celle du Kenya, comme la rupture de Sekou Touré avec de Gaulle transformait la Communauté, il était normal de penser qu'une action de publicité de la part des États africains déjà indépendants amènerait les régimes blancs en Afrique australe à décoloniser également.

La Rhodésie du Sud ne se trouvait-elle pas déjà dans l'engrenage des discussions constitutionnelles avec Londres qui avaient précédé partout le passage d'une colonie britannique à l'indépendance ?

Le Portugal, puissance la plus faible parmi les colonisateurs, comment pouvait-elle espérer tenir là où la France et la Grande-Bretagne battaient en retraite ? Les discours de Salazar sur la permanence lusitanienne en Afrique sonnaient comme les derniers barouds d'honneur.

Restait l'Union de l'Afrique du Sud où le Parti national s'installait solidement au pouvoir depuis 1948, soutenu par une confiance démocratiquement exprimée de la majorité de la minorité blanche. Mais la réprobation de l'opinion publique internationale contre l'apartheid était déjà connue même aux Nations Unies ; l'Afrique du Sud était complètement isolée dans le Commonwealth, et à partir de 1961 exclue par une campagne non violente mais efficace, orchestrée par une alliance d'États membres blancs et afro-asiatiques. Une résistance du *White laager* contre cette pression multiforme et conjointe paraissait d'autant plus improbable que la majorité noire de la population sud-africaine s'organisait dans un mouvement politique

impressionnant qui demandait, lui aussi, la décolonisation.

Il est facile aujourd'hui de juger cette perception du conflit fautive et naïve. Pourtant, elle n'était pas dépourvue de logique en son temps. À cette perception correspondait la stratégie adoptée par les gouvernements africains, prêchée aux populations de l'Afrique australe et employée par un bon nombre d'Africains dans l'Union sud-africaine et en Rhodésie : il fallait que ces populations s'organisent, comme les Ghanéens et les autres Africains s'étaient organisés, dans des mouvements de masse. À vrai dire, les Africains de l'Afrique du Sud n'avaient pas besoin de leçons dans ce domaine. Leur *African National Congress* (ANC), mouvement de longue tradition, restait inspiré de la pensée politique de Gandhi, sous la direction d'Albert Luthuli. Les nationalistes de la Rhodésie, animés depuis 1960 par la création du *National Democratic Party* dont les chefs étaient d'une génération plus jeune, suivaient au contraire plutôt le modèle « dynamique » du CPP ghanéen<sup>6</sup>.

Aux États africains déjà indépendants incombait la tâche, dans la pensée de leurs dirigeants, de donner des conseils (très souvent conseils de modération) à ces jeunes mouvements frères, de les appuyer et de les encourager à former des fronts unis dans chaque territoire.

<sup>6</sup> Nous sommes d'accord avec le Prof. Terence O. RANGER qui a souligné les racines proprement rhodésiennes de cette évolution du nationalisme africain en Rhodésie. Mais le modèle du Ghana (un modèle largement théorique et idéaliste du Ghana nkrumaïste) était néanmoins présent dans l'esprit des nationalistes, et le Prof. RANGER sera le dernier de le nier. Voir le chapitre de Ranger sur la politique africaine en Rhodésie au XX<sup>e</sup> siècle, dans : *Aspects of Central African History*, éd. par T. O. RANGER. Londres, etc., Heinemann 1968, XV, 291pp.

Pour cela, on créa une machinerie sous le nom de Conférence des peuples africains (*All African Peoples' Conference*, AAPC). Elle se réunit pour la première fois à Accra, vers la fin de l'année 1958. L'idée était née probablement dans le bureau de George Padmore, conseiller de Kwane Nkrumah en matière africaine. On sait que l'AAPC ne resta pas longtemps vraiment panafricaine. En 1961, elle était devenue un instrument du conflit inter-africain, un instrument du groupe de Casablanca contre celui de Monrovia. Mais au début, en 1958, un Tom Mboya était aussi prêt à travailler avec et à travers l'AAPC qu'un Habib Bourguiba. La décomposition de la Conférence n'était pas inévitable.

Une organisation régionale de l'AAPC pour l'Afrique orientale, le PAFMECA, illustrait pendant plusieurs années les possibilités réalistes d'une coopération efficace, sur un pied d'égalité, entre gouvernements indépendants africains et mouvements anti-colonialistes. Dirigée d'une façon flexible et pragmatique par des hommes comme Julius K. Nyerere, et Kenneth Kaunda, l'action du PAFMECA (plus tard PAFMECSA) a connu un certain succès en accélérant l'indépendance de la Zambie, du Kenya et peut-être du Malawi. Les limites de la stratégie décolonisatrice se montraient justement dans l'histoire du PAMECSA : son influence ne changeait rien dans le développement politique des pays qui forment aujourd'hui le Réduit blanc. Il faut aussi noter l'échec du PAFMECSA dans une entreprise qu'il jugeait lui-même de première importance : réaliser l'unité politique des mouvements de libération dans plusieurs pays colonisés, par exemple au Zanzibar.

Comment évaluer, dans son ensemble, l'échec subi par les gouvernements africains dans cette première phase du conflit avec le Pouvoir blanc ? Leur perception

du conflit ne tenait pas compte du caractère autoritaire du régime portugais dans la métropole, et elle sous-estimait la puissance de la minorité blanche en Rhodésie ainsi que (à plus forte raison) dans la République sud-africaine. La conception des pressions extérieures et intérieures que les États et les mouvements africains mobiliseraient contre le Pouvoir blanc était directement tirée des manuels politiques démocratiques occidentaux. Alors que l'État nouveau portugais n'a jamais été une démocratie occidentale. L'idée de vouloir influencer une « opinion politique métropolitaine » n'avait aucun sens dans le cas portugais. Et l'opinion mondiale ne comptait pas non plus pour les dirigeants de Lisbonne — ils en avaient donné la preuve en 1945. Le Portugal de Salazar restait parfaitement logique avec lui-même quand il refusait à ses sujets africains les droits civiques qu'il refusait également aux Portugais de la métropole.

En Afrique du Sud, et en Rhodésie, la situation était différente. Les minorités blanches vivent, elles, dans des systèmes socio-politiques libéraux et démocratiques. Elles en sont fières. Mais il s'agit, c'est bien connu, de systèmes oligarchiques clos. La clôture à l'égard de la majorité africaine n'est pas hermétique et ne peut pas l'être (personne ne peut empêcher un Africain de lire un journal libéral anglais), mais le rigorisme calviniste des Afrikaners fait — au moins dans la République — que le système est pratiquement impénétrable. Un tel système de puissance socio-politique peut tenir en échec assez longtemps une majorité de la population même quand cette majorité fournit la main-d'œuvre essentielle pour sa reproduction.

On sait comment le système sud-africain résista avec efficacité au choc de Sharpeville — et c'était bien un choc réel. Pour la stabilité du système rhodésien, la

dissolution de la Fédération de l'Afrique centrale était au moins aussi dure.

Il paraît que le Pouvoir blanc se sentait poussé dans la défensive, en 1960 — mais pour un petit instant seulement. Très vite, il reprit l'esprit offensif qui lui est particulier. Sous la direction du premier ministre sud-africain Verwoerd et de son successeur Vorster, le Pouvoir blanc passe à une contre-offensive économique (une croissance « miraculeuse » au rythme presque japonais) et diplomatique. Les dirigeants du Réduit sont convaincus qu'ils ne président pas du tout sur un « Laager » en danger immédiat de se trouver disloqué. Au contraire, ils pensent sincèrement marcher à la pointe du progrès de l'humanité (les moins ambitieux parmi eux diraient : en Afrique...) aussi bizarre que cela puisse paraître à un observateur.

Contre ce bloc solide de la bonne conscience politique des Blancs d'Afrique australe, plus que contre l'appareil de répression policière (nous n'ignorons pourtant pas l'importance de cet appareil de répression), le dynamisme des mouvements de décolonisation africains s'est brisé, dans les années 1958-1963. Et la stratégie « décolonisatrice » des États africains indépendants s'est brisée avec lui.

Les responsables politiques africains s'étaient trompés sur la nature de leurs ennemis.

### **Deuxième perspective : « algérienne »**

Une deuxième perspective du conflit commence à obtenir priorité avec la création de l'OUA en 1963 et semble perdre cette priorité, nous pensons, ces jours-ci avec la faillite du Comité africain de Libération (CAL) installé par cette même OUA.

Entre-temps, les responsables africains percevaient le conflit avec le Pouvoir blanc

d'une manière nouvelle. Ils n'y voyaient plus un prolongement de la décolonisation de leurs propres pays, mais une répétition de la guerre de libération qu'avait menée l'Algérie contre la France. Le président Ahmed Ben Bella en personne ouvrait cette perspective à ses collègues chefs d'État, à la Conférence inaugurale de l'OUA en 1963.

Encore une fois, la perception africaine possédait ses atouts logiques. Le « cas précédent » était bien choisi. Jusqu'à ce jour, la guerre d'Algérie reste la seule guerre populaire de libération d'un système colonial qui se soit soldée par un succès complet. On peut la comparer à la guerre du Viêt-minh contre les Français (résultat : scission du Viêt-nam en deux), à la guerre du FLN sud-vietnamien contre les Américains (résultat incertain), aux défaites subies par les rebelles de Madagascar en 1947, du Kenya en 1952, du Cameroun après 1960. L'Algérie de 1963 pouvait demander un crédit politique à juste titre.

En Algérie comme en Afrique australe, il y avait eu une minorité blanche puissante. Le Pouvoir blanc avait écrasé les mouvements « décolonisateurs » tout comme le gouvernement de Prétoria ou de Salisbury — pour ne pas parler du refus portugais d'admettre la création de tels mouvements. Mais le gouvernement français avait fini par négocier avec le FLN algérien une paix dans l'indépendance, il avait même écrasé à son tour l'expression locale du Pouvoir blanc — l'OAS. Il était raisonnable d'espérer que le gouvernement de Londres allait faire de même en Rhodésie.

La stratégie à adopter dans cette situation, pour les États africains, se dictait elle-même. Il fallait faire comme les Algériens. C'est-à-dire les Africains dans les pays de l'Afrique australe allaient faire comme les Algériens, et les gouvernements

indépendants allaient répéter le rôle de la Tunisie, du Maroc et des autres pays arabes. Ils allaient organiser le soutien militaire et diplomatique à la guérilla, placer le conflit sur l'agenda des Nations Unies (sans toutefois attendre trop de ce côté). Il y avait là une perception un peu simpliste de l'histoire de la guerre d'Algérie. On ne tenait pas compte des multiples efforts algériens et arabes pour jeter des ponts vers la France, pour présenter des « interlocuteurs valables », pour faire, en bref, du « bourguibisme »...

Alors le Comité de Libération de l'OUA fut créé. Mais dans cette deuxième phase du conflit, une brèche s'ouvrait entre la proclamation et l'emploi pratique de la stratégie adoptée. La guérilla commençait dans différentes parties de l'Angola, dans le nord du Mozambique, en Rhodésie. En Afrique du Sud, Nelson Mandela organisait un réseau de sabotage sous le nom d'Umkonto We Sizwe. Mais rien de comparable à l'implantation de l'Armée de libération nationale en Algérie se produisit. Les politiciens africains en exil à Dar Es Salaam ou ailleurs ne se regroupaient pas dans des nouveaux GPRA. Surtout, les États africains indépendants n'arrivaient pas à développer une solidarité effective avec les « Rebelles » de l'Afrique australe, comme les États arabes avaient tout de même développé une solidarité pratique avec le FLN, malgré plusieurs tensions à l'intérieur du bloc anti-français.

Pour voir clairement les raisons de cet échec, il faut insister sur les défaillances des mouvements de libération de l'Afrique australe. Dans cette deuxième phase du conflit, les gouvernements indépendants africains ont probablement fait plus d'erreurs vis-à-vis des mouvements de libération que vis-à-vis du Pouvoir blanc.

Bien sûr, la situation des Pieds-Noirs d'Algérie n'était pas celle des Afrikaners

en Afrique du Sud. Les Pieds-Noirs savaient où aller le cas échéant. De Gaulle voulait terminer la guerre d'Algérie pour avoir les mains libres pour sa politique européenne et atlantique (plutôt anti-atlantique). Le gouvernement britannique de 1963 ou de 1965, au contraire, avait intérêt à ne pas s'engager en Rhodésie, justement pour garder ses mains aussi libres que la situation économique de la Grande-Bretagne le permettait. Et le gouvernement portugais n'avait pas intérêt à se libérer les mains — pour quoi faire ? De toute façon, le Portugal n'avait pas de poids en Europe ou dans le système politique atlantique.

Fait paradoxal : poursuivre ses guerres de répression coloniale est le seul moyen disponible au Portugal pour se créer une importance internationale. Parce qu'il est faible, le Portugal doit se montrer féroce en Angola, au Mozambique et en Guinée. Parce qu'il est faible, le Portugal peut poursuivre une guerre que les États européens plus forts ont dû abandonner.

Mais tous ces problèmes des régimes blancs en Afrique australe sont d'une importance secondaire quand il s'agit d'interpréter l'échec des mouvements de guérilla, et du Comité africain de Libération qui les patronne.

Qui dominait les relations entre le FLN algérien et les États arabes, pendant la guerre d'Algérie ? De plus en plus nettement, avec le temps, le FLN. En Afrique depuis 1963, nous avons une situation inverse. Les gouvernements des États indépendants contrôlent aussi strictement que possible les activités des mouvements de guérilla, par l'intermédiaire du Comité de Libération. Les mouvements ne sont pas traités sur un pied d'égalité avec les gouvernements indépendants ; ils sont réduits à la position embarrassante de pétitionnaires, devant les diplomates africains qui siègent au Comité.

Les gouvernements africains ont leurs bonnes raisons de traiter les mouvements de guérilla ainsi. Les mouvements se sont montrés incapables de remplir deux conditions essentielles posées par les États indépendants : ils ne savent pas faire l'unité entre eux, et ils ne savent pas créer une infrastructure politico-militaire efficace dans leurs pays d'origine. Une seule exception dans les deux domaines : le PAIGC, mouvement unitaire et efficace pour la libération de la Guinée-Bissau <sup>7</sup>.

Les gouvernements des États indépendants ont perdu, depuis 1963, une partie de leur enthousiasme pour la libération de l'Afrique australe. Dans les conférences de l'OUA et des organismes africains régionaux (en particulier le groupe des États de l'Afrique orientale et centrale), la lutte contre le Pouvoir blanc fournit toujours une occasion de passer des résolutions à l'unanimité — sauf le Malawi. Mais il est une chose de passer un texte, ou autre chose de payer régulièrement des cotisations pour le Comité africain de Libération.

D'après les dernières informations que nous possédons, le budget adopté par l'OUA pour le Comité en 1969-1970 s'élevait à \$300,000 et le budget de soutien aux mouvements de libération, à \$800,000 ; mais en réalité, les cotisations des gouvernements n'auraient apporté que \$550,000 dont \$325,000 auraient été accordés au FRELIMO <sup>8</sup>. Quoi qu'il en soit, il est évident que la critique contre les activités du Comité de Libération gagnait

de force, d'une conférence au sommet de l'OUA à la prochaine.

Il y a deux formes à cette critique. La critique « gauchiste » du Ghana nkrumais-te n'a plus de porte-parole dans l'OUA ; on peut toutefois assumer qu'elle reste vivante dans les milieux radicaux de la jeune génération politique de plusieurs États africains. En 1963, cette critique « gauchiste » commençait à être formulée à Accra après le refus de la première conférence au sommet de l'OUA de compter le Ghana parmi les États membres du Comité de Libération. Le journal de la cellule marxiste-léniniste à l'intérieur du CPP, *The Spark*, accusait alors le Comité 1) de vouloir octroyer sa stratégie aux mouvements de libération, 2) de laisser une influence exagérée aux « États limitrophes » du Réduit blanc — c'est-à-dire au Congo-Kinshasa dont le gouvernement Cyrille Adoula fut considéré aligné sur les États-Unis par le truchement de l'ONU, 3) de ne pas offrir assez d'argent pour acheter des armes pour les guérillas, et finalement 4) de laisser trop facilement pénétrer le secret de son budget par l'espionnage « impérialiste » <sup>9</sup>.

Depuis la chute de Kwame Nkrumah, on peut entendre plus souvent une critique « de droite » contre le Comité de Libération qui se résume dans l'accusation de gaspiller son argent. En 1969, la conférence au sommet de l'OUA établissait un nouveau comité de sept États-membres pour examiner les activités du Comité de Libération. C'est d'ailleurs la deuxième fois que l'OUA envoie des contrôleurs : en 1967, un comité spécial de conseillers militaires venant de 17 pays africains était formé pour évaluer les activités de guérilla en Afrique australe ; son rapport fut remis à la conférence au sommet de l'OUA en 1969.

<sup>7</sup> Voir Basil DAVIDSON : *The Liberation of Guinea ; aspects of an African revolution*. Harmondsworth, Penguin 1969, 167pp. Amilcar CABRAL : *Revolution in Guinea ; an African people's struggle*. Londres, Stage 1, 1969, 142pp.

<sup>8</sup> *African Research Bulletin* (Londres), « Political, Social and Cultural Series ». Vol. 7, N° 3 (Mars 1970), p. 1692.

<sup>9</sup> *The Spark* (Accra), 25-10-1963, et 17-1-1964.

Les deux listes suivantes montrent les États membres (a) du Comité de Libération et (b) du nouveau comité de contrôle :

| (a)               | (b)                     |
|-------------------|-------------------------|
| 1 Algérie         | 1 Algérie               |
| 2 Congo-Kinshasa  | 2 Éthiopie              |
| 3 Éthiopie        | 3 Kenya                 |
| 4 Guinée          | 4 Maroc                 |
| 5 Nigéria         | 5 Rép. Centre-Africaine |
| 6 Ouganda         | 6 Sénégal               |
| 7 Rép. Arabe-Unie | 7 Sierra Leone          |
| 8 Sénégal         |                         |
| 9 Somalie         |                         |
| 10 Tanzanie       |                         |
| 11 Zambie         |                         |

Nous avons souligné les États qui sont membres des deux comités. Sauf l'Algérie, ce sont des États africains conservateurs. Les quatre autres membres du comité de contrôle font aussi partie de l'Afrique « modérée », tandis que parmi les onze États du Comité de Libération, l'Afrique « progressiste » compte peut-être une majorité par suite des changements politiques intervenus en Somalie, en Ouganda, au Congo (K) (thèse douteuse) et au Nigeria (thèse très douteuse).

Nous ne savons pas grand-chose sur les débats du Comité de Libération. Mais nous savons que les mouvements de libération n'ont jamais accepté de bon gré leur position inférieure de pétitionnaires vis-à-vis des « responsables », c'est-à-dire des délégués gouvernementaux. Comment expliquer ce malaise ? Il apparaîtrait comme si les gouvernements avaient peur des mouvements, et que cette peur se trouve intensifiée par la longue durée du conflit. Ainsi s'installe un cercle vicieux : les mouvements de libération sont affaiblis parce que les gouvernements ne les soutiennent pas, et les gouvernements voient d'un mauvais œil les mouvements s'implanter

en permanence sur leur territoire ; mais les mouvements sont trop faibles pour porter la guerre ou la guérilla dans leurs pays d'origine.

Pendant la guerre d'Algérie, le problème de la « coexistence » d'un gouvernement et d'un mouvement de libération se posait aussi, surtout en Tunisie. Mais un cercle inverse existait : le gouvernement tunisien acceptait le risque de soutenir le FLN sur son territoire, parce qu'il le savait fort et prévoyait une victoire proche du FLN qui allait à ce moment transférer ses forces militaires en Algérie. L'appui arabe (et tunisien en particulier) qui résultait de cette réflexion permettait au FLN d'augmenter sa force, donc d'accélérer la victoire.

Il faut reconnaître aujourd'hui que les mouvements de libération de l'Afrique australe n'ont pas réussi à imiter le FLN, et que les États africains indépendants ne jouent pas le rôle des États arabes dans la guerre d'Algérie. Il faut reconnaître aussi que leur tâche est plus compliquée. L'Algérie luttant contre la France, était une nation (en devenir) luttant contre une autre nation. Le gouvernement français était relativement « vulnérable » — en partie à cause de ses structures démocratiques, en partie à cause de ses desseins en politique internationale ultérieurs, comme nous avons déjà montré. La nation algérienne gagnait très vite, au cours de la guerre, un niveau élevé de cohésion dont le miroir était un FLN, force unique de la guérilla et une direction politique de la guerre relativement unie.

L'Afrique australe sous domination blanche consiste aujourd'hui en cinq territoires : République sud-africaine, Namibie, Angola, Rhodésie et Mozambique, auxquels il faut ajouter la Guinée-Bissau. Les mouvements de libération semblent être décidés à maintenir cette structure, comme les gouvernements des États afri-

cains indépendants se sont accordés pour respecter les frontières « coloniales ». Les régimes blancs sont trois : sud-africain, rhodésien, portugais, et ils sont relativement « invulnérables » à l'égard de la guérilla, pour des raisons différentes. Entre eux, ils savent très bien coopérer. Les mouvements de libération, eux aussi, ont fait des efforts dans le sens d'une coopération interterritoriale : il y a une « communauté d'action militaire » entre le ANC sud-africain et le ZAPU rhodésien. Trois mouvements actifs dans les colonies portugaises ont créé une organisation en commun — FRELIMO, MPLA et PAIGC. Mais on attend encore une amélioration de la situation militaire consécutive à cette politique d'unification (et la situation militaire est décisive, en fin de compte, dans un conflit de caractère « algérien »).

Pire encore, l'unité à l'intérieur des cinq territoires de l'Afrique australe, objectif suprême du Comité de Libération de l'OUA depuis sa création, n'est toujours pas réalisée. Pour l'Afrique du Sud, le ANC et le PAC se confrontent, et il existe des groupuscules de libération en dehors d'eux ; pour la Namibie, SWAPO seul est désormais reconnu par l'OUA, mais SWANU continue d'exister ; pour l'Angola, le mouvement de Holden Roberto se maintient contre le MPLA ; pour la Rhodésie, ZANU et ZAPU se bagarrent toujours ; même pour le Mozambique, l'unité de FRELIMO paraît compromise de l'extérieur et à l'intérieur du mouvement.

Le résultat est net ; depuis la victoire portugaise dans le Nord de l'Angola, en 1961, les efforts de contre-guérilla des régimes blancs en Afrique australe ont gagné une supériorité sur les mouvements de libération. Partout le Pouvoir blanc est passé à la contre-attaque. Bien sûr, pendant la guerre d'Algérie aussi les Français lançaient des contre-offensives, mais sans détruire la présence du FLN. La

destruction des organisations clandestines politiques, et la limitation sévère des forces de guérillas à quelques régions éloignées des centres, apparaît comme la réalité dominante en Afrique australe après sept ans d'imitation du modèle algérien de libération.

Il y a des forces extra-africaines, dans le système politique international, qui encouragent les mouvements de libération à s'accrocher au modèle « algérien », et qui leur font des promesses d'une aide plus efficace. La République populaire de Chine parle beaucoup de son soutien pour les peuples en lutte armée contre l'impérialisme, et elle possède une position stratégique excellente pour agir en accord avec ses paroles, dans deux États limitrophes : la Tanzanie et le Congo-Brazzaville (limitrophe à l'enclave de Cabinda). L'Union soviétique a récemment mobilisé le Mouvement mondial pour la Paix pour inviter, en collaboration avec l'Organisation de solidarité afro-asiatique du Caire, les mouvements de libération à la Conférence de Khartoum, en janvier 1969.

Ni l'OUA, ni le Comité africain de Libération, ni les gouvernements des États africains limitrophes à l'Afrique australe étaient représentés à cette conférence de Khartoum. On peut tirer la conclusion que la peur et la méfiance des gouvernements africains vis-à-vis des mouvements de libération se trouveront renforcées, les chances de succès des mouvements donc encore plus compromises en cas d'une coopération approfondie des mouvements avec des forces extra-africaines.

En fin de compte, la stratégie adoptée par les États africains en 1963, c'est-à-dire la répétition de la guerre d'Algérie en Afrique australe, a échoué. Cet échec est dû surtout à une perception erronée des forces africaines, en deuxième ligne seulement à des erreurs de calcul dans la perception des forces ennemies.

### Troisième perspective : « onusienne »

Les gouvernements africains font des efforts pour tirer leurs leçons de cet échec. Ils veulent revaloriser la perception du conflit avec l'Afrique australe et développer une nouvelle stratégie. Pourtant, il n'y a pas de coupure totale avec la stratégie « algérienne » : celle-là continue d'être employée, de façon désillusionnée. Mais elle n'est plus seule en présence sur l'agenda des États africains. Dans la Troisième Perspective du conflit que nous croyons pouvoir distinguer à partir de 1969, les États africains travaillent avec deux stratégies alternatives. La nouvelle stratégie intensifie surtout les actions contre le Pouvoir blanc dans les organismes multiformes de l'ONU. Elle repose sur une nouvelle perception du conflit.

Les gouvernements africains regardent, de plus en plus, le conflit qui les oppose au Pouvoir blanc comme une crise de toute la société internationale. Ils perçoivent les implications internationales, extra-africaines du conflit et cherchent à les influencer. Depuis leur entrée à l'ONU, les gouvernements africains ont pu se familiariser avec d'autres conflits et crises du système politique international pour lesquelles ce système s'efforce de développer les instruments d'un « *crisis management* » au niveau mondial : crise du Proche-Orient surtout, mais aussi crise de Berlin, armement nucléaire, etc...

Il faut voir le contraste avec les réactions, ou plutôt absence de réactions, du système international aux deux prototypes de conflit jusqu'ici acceptés par les États africains : décolonisation et guerre d'Algérie. Quand la guerre d'Algérie fut mentionnée à l'ONU, la France claqua les portes, et c'était fini. Le règlement trouvé enfin fut strictement bilatéral. La décolonisation fut considérée, avant 1960, com-

me une affaire intérieure de chaque empire, malgré l'article 73 de la Charte des Nations-Unies — sauf pour les territoires sous tutelle. Ni Madagascar (1947), ni Kenya (1952) tombaient sous une influence quelconque du système international organisé.

Si les gouvernements africains commencent donc à percevoir le conflit avec l'Afrique du Sud comme une chose essentiellement mondiale, ils y ajoutent une nouvelle dimension. Naturellement, cette perception trouve son origine dans la fameuse résolution n° 1514/XV de l'Assemblée générale de l'ONU, en 1960. Mais pendant des années, elle ne s'est pas traduite tellement dans la politique étrangère des gouvernements africains. Naturellement, ils faisaient partie du Comité des 24. Mais ils n'élaboraient pas, dans ce comité de l'ONU et pour un usage diplomatique à l'échelon mondial, une stratégie appropriée. Au contraire, les représentants africains apportaient au Comité des 24 la même stratégie (pseudo) « algérienne » que leurs gouvernements essayaient de mettre en pratique dans le Comité de Libération de l'OUA. Les gouvernements africains traitaient ces deux comités de composition très différente comme deux instruments identiques. Pendant des années, l'influence prépondérante du gouvernement de Dar Es Salaam, dans les deux comités, facilitait cette « coordination » que nous considérons aujourd'hui comme fâcheuse.

Le Comité des 24 peut devenir l'instrument pour une stratégie nouvelle, internationaliste et « onusienne » des États africains dans le conflit avec le Pouvoir blanc. Une telle stratégie ne se contentera plus de constater et condamner les liens économiques et autres qui existent entre le Pouvoir blanc en Afrique australe et les Nations blanches du Monde Riche, « nordiste ». Elle fera des efforts pour

changer cette situation. Une nouvelle stratégie africaine cherchera des « alliés » contre le Pouvoir blanc dans tout le système international, y compris le « Nord », y compris des grandes et moyennes puissances, et elle cherchera des alliances dans l'opinion publique dans la mesure où une opinion publique libre et ouverte existe dans les nations.

Les États africains ne sont pas seuls, ils ne sont même pas majoritaires au Comité des 24. Est-ce un inconvénient ou un avantage pour leur action ? Si les États africains veulent porter le conflit avec le Pouvoir blanc au niveau de la conscience internationale pour arriver à un « *crisis management* » international, ils doivent faire le meilleur usage possible de la présence d'autres États — et surtout des grandes puissances — au sein du Comité des 24. En 1970, ce comité consiste en réalité de 23 membres dont la liste est structurée ci-après suivant les « camps » du système international :

| 8 Occidentaux                    | 3 Soviétiques        |
|----------------------------------|----------------------|
| <u>Ecuador</u>                   | <u>Bulgarie</u>      |
| <u>Honduras</u>                  | <u>Pologne</u>       |
| <u>Iran</u>                      | <u>URSS</u>          |
| <u>Italie</u>                    |                      |
| <u>Norvège</u>                   |                      |
| <u>Royaume-Uni</u>               |                      |
| <u>États-Unis</u>                |                      |
| <u>Vénézuéla</u>                 |                      |
| <hr/>                            |                      |
| 6 Non-alignés<br>Extra-africains | 7 Africains          |
| <u>Afghanistan</u>               | <u>Éthiopie</u>      |
| <u>Inde</u>                      | <u>Côte d'Ivoire</u> |
| <u>Iraq</u>                      | <u>Madagascar</u>    |
| <u>Syrie</u>                     | <u>Mali</u>          |
| <u>Yougoslavie</u>               | <u>Sierra Leone</u>  |
|                                  | <u>Tanzanie # #</u>  |
|                                  | <u>Tunisie</u>       |

Les États dont les noms sont soulignés font partie du Comité depuis sa création en 1962. On remarque la permanence des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S. ; l'absence de la France ; la permanence de la délégation africaine et le rôle clé de l'Éthiopie qui fait également partie du Comité africain de Libération (comme la Tanzanie) et du comité de contrôle de l'OUA (comme la Sierra Leone qui fournit en 1970 le président du Comité des 24).

Il n'est pas possible et il serait bien ennuyeux d'énumérer ici les résolutions prises par l'Assemblée générale des Nations-Unies, souvent sur proposition du Comité des 24, contre le Pouvoir blanc en Afrique australe. Le Conseil de Sécurité s'y est joint avec des résolutions contre le régime illégal en Rhodésie. Bien entendu, les répercussions immédiates de tous ces textes sont aussi faibles que dans le cas de l'OUA et de son Comité de Libération. Pendant cinq ans, le Conseil de Sécurité, prétendu organe exécutif de l'organisation mondiale, n'a pas pu empêcher une croissance salutaire (parce qu'anti-monoculturiste) de l'économie de la Rhodésie. Le Portugal est toujours État membre de l'OTAN. L'administration sud-africaine est toujours sur place en Namibie. Et, bien sûr, l'apartheid constitue toujours le fondement du système politique et social en République sud-africaine.

Bilan donc négatif de la stratégie « onusienne », comme de la stratégie « algérienne » et de la stratégie « décolonisatrice » ? À court terme, oui. Donc preuve que la perception « onusienne » ou internationale du conflit soit aussi erronée que les deux autres ? À mon avis, non.

Car il s'agit de poser la question à plus long terme, dans le cas de la perception de la stratégie « onusienne ». Il n'y a pas de loi de l'Histoire que tout territoire une

fois colonisé sera à son tour décolonisé. Il n'y a pas de raison pour qu'un mouvement de libération violent ne connaisse pas une défaite définitive — comme le mouvement communiste en Malaya, ou le Biafra, ou le mouvement kurde. Mais il est difficile d'imaginer que les Nations-Unies puissent se laisser contrecarrer à long terme par deux de leurs États membres, et deux États membres de petite taille contre lesquels l'ONU devrait fonctionner comme une institution de sécurité collective<sup>10</sup> ! Nous savons que la Société des Nations a fait faillite par son incapacité d'organiser des sanctions efficaces contre l'Italie fasciste. Mais l'Italie de 1935 était considérée comme une grande puissance, la Rhodésie d'aujourd'hui n'est même pas un État reconnu !

Il est également vrai que les États-Unis et la Grande-Bretagne exercent une action de freinage dans le Comité des 24. Ils sauvent l'Afrique du Sud de sanctions sérieuses, ils ménagent le Portugal. Il est vrai que l'Union soviétique ne veut pas entendre parler d'« opération » onusienne en Namibie, après son expérience négative avec l'opération des Nations-Unies au Congo. De même, l'U.R.S.S. a refusé de voter un paragraphe d'une résolution du Conseil de Sécurité en 1970, condamnant encore une fois la Rhodésie, parce que ce paragraphe stipulait une *obligation*. Nous accordons une aide accrue à la Zambie. Là aussi, action de freinage. Mais les grandes puissances ne retirent pas le conflit de l'Afrique australe de l'agenda de l'ONU, comme les États-Unis font dans le cas du Viet-nam, ou l'Union soviétique dans le cas de la Tchécoslovaquie. Il est également significatif que les États accu-

sés, malgré leur position minoritaire sans espoir dans l'ONU — République sud-africaine et Portugal — restent membres de l'Organisation. À long terme, l'efficacité d'un « *crisis management* » international, par l'ONU, ne peut pas encore être réfutée.

Pour y arriver, pour développer à longue échéance dans le cadre de l'ONU des instruments de « *crisis management* » utilisables en Afrique australe, les États africains doivent trouver des nouvelles formules de coopération avec les grandes puissances, les puissances du « Nord ». Les États-Unis et l'Union soviétique sont des États avec une origine dans le système international européen, du XIX<sup>e</sup> siècle (la Russie czariste était même une des grandes puissances de concert européen). La même Europe vient d'« affranchir » les États africains. Il existe donc une base commune pour s'entendre, pour trouver un langage politique « opérationnalisable ». La compréhension entre les États africains et le « Nord-Ouest », entre les États africains et le « Nord-Est », enfin entre « Nord-Ouest » et « Nord-Est » dans la question de l'Afrique australe, ne s'établit pas automatiquement. Il faut la cultiver.

Pour se faire entendre par le monde soviétique, les gouvernements africains peuvent toujours recourir au langage d'un nationalisme africain radical qui a fortement imprimé les régimes à parti unique en Afrique qui se considèrent progressistes. Ils peuvent aussi évoquer la tradition (vacillante, il est vrai) d'une solidarité anti-impérialiste de l'Internationale communiste, avant 1945. Ils peuvent peut-être mettre à l'avant les jeunes intellectuels africains pour qui un certain socialisme garde son attraction comme modèle de développement. Le dialogue afro-soviétique ne sera pas facile : il ne suffit plus d'envoyer une délégation d'un parti unique

<sup>10</sup> Inis L. CLAUDE : *The Management of Power in the changing United Nations*. *International Organization* (printemps 1961), p. 219-235.

« ami » à un congrès du Parti communiste soviétique. Le dialogue afro-soviétique devient pourtant une condition essentielle pour la réussite d'une stratégie internationale dans le conflit avec le Pouvoir blanc. Car le système politique international est devenu impensable sans l'Union soviétique.

Une condition également essentielle reste le maintien d'un dialogue afro-occidental. Il n'a jamais été rompu (même en Guinée), cela facilite les choses. Mais il y a deux difficultés absentes du dialogue afro-soviétique : 1) les milieux africains « conservateurs » et les milieux « progressistes » ont pris l'habitude de dialoguer avec des partenaires occidentaux différents. Mais il ne suffit pas d'évoquer le conflit en Afrique australe de façon « modérée » dans l'*establishment* occidental, et de façon « révolutionnaire » dans la Nouvelle Gauche ; les deux chaînes d'argumentation doivent se croiser<sup>11</sup>. 2) L'exercice d'une influence sur l'organisme extrêmement compliqué qui s'appelle « opinion publique » dans une société industrialisée occidentale exige une compétence professionnelle certaine. Les ministères de l'Information en Afrique et les ambassades africaines en Europe ne sont pas encore à la hauteur de cette tâche. Il leur faut battre la concurrence très forte des Sud-Africains. Mais les services d'information du Biafra ont démontré la capacité d'apprendre nécessaire chez les Africains...

Les hommes politiques africains peuvent trouver un langage commun vis-à-vis du Nord-Ouest qui sera entendu partout,

dans nos sociétés. Un premier exemple : le Manifeste de Lusaka<sup>12</sup>.

La perception du conflit avec le Pouvoir blanc comme conflit essentiellement international paraît juste. Une stratégie « internationaliste » est à la portée des gouvernements africains. Même les mouvements de libération s'engagent dans cette nouvelle voie, sans pour autant renoncer à la guérilla. Les chefs de la résistance dans les colonies portugaises ont fait un effort spécial pour baiser la main du Pape, c'est-à-dire pour faire impression sur une branche de l'opinion publique occidentale avec d'autres arguments que des bulletins de victoire des guérilleros.

### Conclusion

Dans un système politique international qui a évolué à partir du système européen du XIX<sup>e</sup> siècle et qui se réclame toujours des valeurs de celui-ci, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste un principe suprême. Pour cette raison, le conflit entre l'Afrique indépendante et le Pouvoir blanc en Afrique australe trouvera une solution compatible avec le principe que nous venons de nommer.

Dans un système politique international comme le nôtre, la souveraineté des États reste un autre principe suprême. Il y a d'autres acteurs dans la politique internationale que les États, par exemple les compagnies internationales capitalistes, les mouvements de libération, des organisations internationales syndicalistes. Mais les États resteront les acteurs suprêmes

<sup>11</sup> En Allemagne fédérale par exemple, la campagne contre la participation des sociétés allemandes au projet de Cabora Bassa restait longtemps un monopole de la Nouvelle extrême gauche — avec le résultat que même la banque appartenant à la Confédération syndicale allemande (DGB) ne savait pas de quoi il s'agissait.

<sup>12</sup> N. M. SHAMUYARIRA, professeur au département des Sciences politiques de Dar Es Salaam et originaire de la Rhodésie, exprime des réserves vis-à-vis du Manifeste de Lusaka à cause de son langage trop occidental (*East Africa Journal*, Nairobi, novembre 1969, pp. 23-28). Nous ne partageons pas son avis.

tant que durera un système modelé sur le concert européen du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans la lutte contre le Pouvoir blanc en Afrique australe qui est lui-même organisé en États, les États africains indépendants ont un rôle de premier plan à jouer.

Leur lutte ne peut plus prendre la forme considérée normale pour un conflit international du XIX<sup>e</sup> siècle : la guerre conventionnelle. Mais dans la mesure où ce conflit est perçu comme conflit international, les États africains devront agir. Il est vrai que, comme a dit le Président Nyerere, « ... no outside person, however sympathetic can make a people free ; this they have to do for themselves...<sup>13</sup> » ; il n'y aura pas, ni en Afrique australe ni ailleurs, une « ... revolution by proxy...<sup>14</sup> » Mais le conflit entre l'Afrique indépendante et le Pouvoir blanc semble justement montrer aussi que le système international ne peut pas attendre sans limites les changements évolutionnaires ou révolutionnaires qui pourront mettre fin au danger d'une conflagration internationale à cause de la situation en Afrique australe. En un mot, le système international ne peut pas non plus se confier à un « ... crisis management by proxy...<sup>15</sup> »

À coup sûr, les mouvements de libération en exil ne seront pas ce « proxy ». Tout mouvement politique qui ne soit pas

un État suscite d'abord la méfiance des États établis, et risque fort de voir une coalition d'États se former contre lui. Un tel mouvement, dans le système international actuel, n'a qu'une chance : se transformer lui-même en État le plus vite possible (comme le FLN) — s'il ne veut pas dégénérer en instrument d'une politique étrangère d'un État (comme l'Internationale communiste dans les années 20). En Afrique sous domination blanche, le PAIGC seul semble posséder la chance de se transformer en État.

Les États africains, s'ils veulent poursuivre la lutte contre le Pouvoir blanc, ont besoin des autres États du système international. Car ils sont beaucoup trop faibles pour agir seuls. Il est évident que pour ces États faibles, le concept d'une action internationale en Afrique australe comporte des grands risques. Les puissances « nordistes » participeront par nécessité à une telle intervention. Le spectre d'un « nouveau Scramble » pourra revenir<sup>16</sup>.

Mais nous avons le cas précédent, dans cette perspective un cas positif, de l'Opération des Nations-Unies au Congo qui fut terminée à la date prévue. Enfin, les États africains n'ont pas le choix. Faibles comme ils sont, ils se voient obligés d'organiser une intervention quelconque contre le Pouvoir blanc. Car le Pouvoir blanc passe à la contre-offensive. La bonne conscience colonialiste vit encore en Afrique australe, et un colonialisme de bonne

<sup>13</sup> Julius K. NYERERE : « Tanzania Policy on Affairs » (TANU National Conference 16-10-1967). Dar Es Salaam, Information Services, p. 10.

<sup>14</sup> NIELSEN, *The Great Powers and Africa*, op. cit. (note N° 5), p. 357.

<sup>15</sup> Je ne partage pas le point de vue de NIELSEN qui écrit : « ... Change can only come from an increase of Internal pressures on the present white regimes to negotiate political concessions with their non-white citizens... External multi-national efforts... can only be supplementary and ancillary... » (Op. cit., note N° 5, p. 356). Une telle perception du conflit retombe, à mon avis, dans la phase « décolonisatrice ».

<sup>16</sup> En 1961 déjà, Julius K. NYERERE mettait en garde les Africains contre ce danger : voir « The Second Scramble ». Dar Es Salaam, *Tanganyika Standard*, 1962. Un discours de Nyerere prononcé devant la Conférence de solidarité afro-asiatique de Moshi en 1963, traitant le même sujet a été réimprimé dans l'ouvrage *Freedom and Unity — Uhuru na Umoja ; a selection from writings and speeches 1952-65*. Dar Es Salaam, etc., Oxford University Press 1966.

conscience a toujours eu tendance de vouloir élargir la sphère de ses bénéficiaires.

Les États africains sont obligés de travailler en faveur de la formation d'une coalition internationale qui soit suffisamment large pour faire du poids, et suffisamment solide pour se mettre d'accord sur une stratégie. Cette stratégie doit être à la fois efficace pour changer les structures du Pouvoir blanc, et elle doit rester sous contrôle pour ne pas déclencher la guerre raciale qui détruira les peuples

auxquels elle veut apporter un meilleur avenir<sup>17</sup>.

Une tâche bien difficile...

---

<sup>17</sup> En 1966, Vernon MCKAY écrit : « ... The longer the struggle lasts, the more bitterly and bloody and openly racist it will become. And the longer South Africa's major trading partners embitter Africans by refusing to intervene on the side of the new states, the more vulnerable the Western position in Africa will become ... » *African Diplomacy; studies in the determinants of Foreign Policy*. New York, etc., Praeger 1966, p. 21.